

Les récentes déclarations gouvernementales et ministérielles, relayées complaisamment par les médias, concernant le prétendu « coup d'arrêt » à l'exploitation du gaz de schiste ne doivent pas faire illusion. Comme l'ont très bien dit Guillaume Vermorel et quelques autres, nous avons gagné une bataille, mais pas la guerre.

Il est étonnant de constater que tant de personnes considèrent que l'affaire est réglée. Pourtant, l'analyse de la situation et un regard sur le passé nous montre qu'il peut en être tout autrement.

Le gouvernement actuel, empêtré dans une impopularité notoire, qui a fait preuve de la plus grande hypocrisie dans la conduite du Grenelle de l'environnement, qui tient rarement ses promesses, et qui a engagé le pays dans l'exploitation des gaz de schiste dans l'opacité la plus totale en usant de l'article 38 de la constitution, a suffisamment montré sa dépendance envers les puissances financières et son mépris pour la démocratie, pour ne pas renoncer si facilement à son projet.

Prompt à pondre des lois à toute occasion pour témoigner de sa réactivité, il est devenu maître en matière législative, tantôt en émettant les décrets d'application en quinze jours, tantôt en ne les émettant jamais. Il a cru que sa gestion au coup par coup des affaires pouvait tenir lieu de politique. Aujourd'hui il fait mine (sans jeu de mot) de découvrir la vétusté du code minier, après s'en être accommodé largement, et déclare, la main sur le cœur, qu'il va le réformer. Un peu tard, quand même.

Dans le dossier qui nous occupe, il promet d'introduire à l'avenir la possibilité de consultation du public, en laissant croire que cette procédure permettra à la population de décider des choses qui la concerne. La réalité est tout autre, car depuis bien longtemps dans les domaines où cette pratique est en usage, on sait que la décision finale appartient toujours au Préfet, c'est à dire à l'Etat. C'est ainsi par exemple que la consultation du public en vue d'autoriser l'augmentation des rejets radioactifs de nombreuses installations nucléaires a toujours abouti à la satisfaction des industriels demandeurs des dites augmentations, en dépit des demandes du public.

Aux premiers temps de la contestation anti-gaz de schiste, en février 2011, le gouvernement a pris une initiative démagogique affligeante pour tenter de désamorcer la grogne, en confiant à une autorité ni compétente ni indépendante, une étude destinée à valider les aspects environnementaux du projet. N'est-il pas présomptueux de laisser croire qu'une étude de salon, conduite sur le papier en deux mois, bien loin du sol et du sous-sol des territoires concernés, puisse permettre de résoudre les problèmes redoutables que les exploitants américains n'ont pas été capables de résoudre sur le terrain en une dizaine d'années ? Et d'autre part comment peut-on croire que le corps des Mines, qui a depuis des décennies été complice de très nombreux délits environnementaux en matière d'exploitation de mines d'Uranium (jamais sanctionnés) soit devenu crédible ?

Deux mois après, devant une contestation grandissante, un vent de panique s'installe : changement de stratégie : on déclare qu'on arrête tout. Après des années de démagogie, d'aveuglement, de mensonges, d'entêtement, de trahisons, de répression, de soumission aux puissances industrielles et financières, le gouvernement entend tout d'un coup accéder à l'aspiration populaire en se reniant, en avouant qu'il s'est trompé, et en promettant qu'il va désormais respecter la volonté populaire. N'est-ce pas merveilleux ?

Hélas, l'initiative actuelle de ceux qui nous gouvernent, est peu crédible. Nous n'avons rien à attendre de cette façon de faire. La manœuvre est grossière, plus c'est gros mieux ça passe, mais elle trompe encore bien trop de personnes. Alors que le parti au pouvoir bénéficie d'une impopularité sans précédents, que la campagne présidentielle de son candidat s'annonce plutôt « délicate », alors que toutes sortes de contestations montent dans le pays, à défaut d'un vrai débat et d'un retour à des pratiques démocratiques, le gouvernement s'emploie à gagner du temps dans la plus grande hypocrisie : Le moratoire jusqu'à juin n'étant pas suffisant pour calmer la contestation, on passe à la vitesse supérieure, on fait s'exprimer les ténors, on met en œuvre, la main sur le cœur, des projets de loi fracassants, on promet qu'on va négocier l'abandon du projet avec les pétroliers, tout en souhaitant que

ces mesures tiennent jusqu'à la prochaine élection présidentielle. On souhaite que les pétroliers acceptent de tenir pendant un an.

Après quoi tout sera permis.

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Ceux qui ne tiennent pas leurs promesses et dont le mensonge et la trahison tiennent lieu de politique ne méritent plus d'être nos représentants. Ne soyons pas dupes, maintenons et accentuons la contestation. Les enjeux sont immenses.

A l'heure où l'aspiration à la justice et à la liberté et à la démocratie se déploie dans le monde, ne soyons pas les derniers à raviver les valeurs dont nous avons été les pionniers !

Pierre Coulomb Vice-président de la CRIIRAD de 1986 à 1997.